

El Salvador

Et encore un peu plus loin:

... les États-Unis n'ont aucun droit d'intervenir dans la destinée du Salvador pour déterminer son avenir et encore moins pour appuyer militairement le gouvernement actuel.

Voici le troisième point de la lettre monsieur l'Orateur:

Toute insurrection nécessaire à la libération des peuples n'est pas seulement une entreprise historiquement légitime mais pour des chrétiens, c'est aussi un signe des temps par lequel Dieu nous parle et nous appelle vers lui. La première signification d'une révolte juste est que la patience de Dieu a des limites. L'expérience d'Israël et de l'Égypte ne fait que se répéter...

Cette lettre pastorale qui est parvenue au Canada au début de l'année se termine ainsi:

Avec foi en Dieu et par le sang versé par tant de martyrs salvadoriens, nous aimerions terminer avec ces paroles prophétiques de Monseigneur Romero: «Les cris de libération de notre peuple sont des cris qui montent vers Dieu, des cris que rien ni personne ne pourront faire taire.» De ces décombres surgira la gloire du Seigneur.

Je pourrais également citer une lettre adressée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) le 19 février par la Conférence canadienne des évêques catholiques qui confirme à nouveau les témoignages de la communauté chrétienne et coïncide avec d'autres preuves qui nous sont parvenues.

Je pourrais continuer et consigner au compte rendu les témoignages émanant de la Commission interconfessionnelle sur les droits de la personne en Amérique latine qui, le 3 décembre 1980, présentait un mémoire avec preuves à l'appui au secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur les relations canadiennes avec la république du Salvador. Dans ce mémoire, la Commission faisait état de preuves concrètes d'une longue série de persécutions et de violations des droits de la personne; elle signalait ensuite l'effet du meurtre de M^{re} Romero sur les Canadiens et mentionnait les enquêtes et les fréquentes communications dont les Canadiens de Victoria à Saint-Jean ont été mis au courant.

Déjà durant le présent débat, on a rappelé la position canadienne autorisée par le gouvernement actuel; c'est-à-dire de se prononcer en faveur de la proposition suivante: que le Canada demande aux gouvernements de s'abstenir de fournir des armes et d'autre aide militaire en l'occurrence.

Il convient de noter que le Canada était parmi les 70 pays qui se sont prononcés en faveur de cette proposition; 12 ont voté contre, notamment le gouvernement actuel du Salvador et 55 se sont abstenus dont les États-Unis.

On a déjà cité, à plusieurs reprises au cours du présent débat, les propos de M. White, ambassadeur, mais au cas où l'on croirait que seule l'église est visée, nous disposons également des rapports diplomatiques à l'appui et nous avons déjà réitéré les préoccupations des autres pays des Amériques latine et centrale, de l'Allemagne de l'Ouest et de la France. Avec le Venezuela et le Mexique, nous avons déjà signé des déclarations protestant contre la fourniture d'armes à cette région.

Le *Times* de New York nous rappelle encore une fois les propos de l'ambassadeur White:

Dans la mesure où l'on privilégie une solution militaire au Salvador, on favorise du coup le groupe d'hommes le plus incontrôlable, le plus violent et le plus assoiffé de sang dans le monde. Ces hommes ont tué—au moins—5,000 à 6,000 jeunes gens, simplement parce qu'ils les soupçonnaient de sympathiser avec les gauchistes.

Je pourrais également faire consigner le témoignage d'Oxfam, un organisme américain de bénévolat, où il est question de la réforme agraire. Dans son intervention, le ministre a beaucoup insisté sur l'efficacité, lente mais constante, de la

réforme agraire. Les représentants de la section américaine d'Oxfam ont déclaré ceci:

Plus de 60 p. 100 de la population rurale du Salvador ne bénéficiera pas du programme actuel de réforme agraire.

Ce programme exclut la portion la plus pauvre et la plus importante de la population rurale—les paysans qui cultivent la propriété des autres.

La paysannerie, l'église, les universitaires et les spécialistes des questions agraires du Salvador n'ont pris part ni à la conception, ni à la planification, ni à la mise en œuvre de la réforme actuelle.

Le programme a été mis en place dans un contexte de violence implacable et sans cesse croissante, dirigée contre la population rurale.

● (2020)

Ils poursuivent en disant qu'il ne faut pas accorder à ce programme la crédibilité que certains, dans ce débat, cherchent à lui donner.

Il y a une semaine ce soir, monsieur l'Orateur, en posant des questions sur le problème du Salvador à la suite de la période des questions, j'ai proposé de convoquer le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale et d'inviter à comparaître des experts représentant la presse, les organismes bénévoles, tant internationaux que canadiens, le monde des affaires et les églises. Ainsi, nous pourrions vérifier s'il y a vraiment divergences d'opinions, comme le prétend le ministre, et si les doutes concernant l'antagonisme entre le Vatican et les évêques sont fondés, afin de continuer à adopter une position ferme et positive en tant que Canadiens qui défendent les droits de la personne.

J'aimerais, monsieur l'Orateur, pouvoir me joindre à ceux qui estiment que le Canada ferait mieux de faire quelque chose au lieu de critiquer les maux de ce monde. Notre pays a un bilan enviable en tant que médiateur de la paix et défenseur de son maintien. Le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) a proposé que le Canada prenne l'initiative de communiquer avec les États voisins du Salvador, et que nous prenions les mesures nécessaires pour demander à un organisme international, par le biais des Nations Unies ou de n'importe quel autre groupe, de rechercher une solution politique au conflit.

Il importe que les Canadiens puissent faire connaître leur avis concernant le problème soulevé ce soir, à la veille de la visite du président des États-Unis. A mon avis, ils devraient envoyer au premier ministre et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures des télégrammes, des lettres et des appels téléphoniques pour leur dire que le Canada doit rester sur ses positions à l'égard du désarmement et d'une solution politique, et continuer à défendre les droits de la personne dans le monde.

Je crois qu'à défaut de mettre sur pied un mécanisme international susceptible de nous fournir ces informations, nous devons, en tant que Canadiens, instituer un groupe de travail formé de tous les députés intéressés ainsi que de représentants d'organismes bénévoles, des églises et des services d'information, et l'envoyer sur place pour s'y mettre au fait des événements, après quoi il reviendrait dire à la Chambre et aux Canadiens s'il s'agit d'un simple conflit entre la droite et la gauche ou s'il ne s'agirait pas plutôt d'une insurrection bien légitime de la part de gens qui veulent des droits et leur liberté et enfin si les nombreux rapports émanant d'organismes bénévoles, de la presse internationale et des églises sont exacts. Nous serions ainsi à même de juger si nous ne sommes pas obnubilés par la présence dans le conflit d'éléments communistes et d'éléments de droite et ne cédon pas à la tentation d'accorder trop d'importance à ces forces en présence au